

| TÜRKİYE DİYANET VAKFI<br>İSLAM ARAŞTIRMALARI MERKEZİ<br>Kütüphane ve Dökümantasyon Müdürlüğü<br>Arşiv Servisi |                                  |   |
|---|----------------------------------|---|
| RİZA TEVİK BÖLÜKBAŞI  |                                  |   |
| Tasnifin Kodu   | RTB                              |   |
| Dosya No  | 14                               |   |
| Gömlük Sıra No  | 418                              |   |
| Adet  | Belge                            | 8 |
|   | Yaprak                           | 8 |
| Tarih   | 1 Ağustos 1909<br>10 Aralık 1910 |   |
| Orijinal Kayıt No   |                                  |   |
|   |                                  |   |
|   |                                  |   |

TDV İSAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No RTB-418 /14

nement français qui, après tout, nous a tracé le chemin où s'est engagé notre jeune libéralisme, de nous prendre par la main. N'est-ce pas le devoir d'un frère aîné qui a déjà conquis ses droits de par le monde, d'aider un frère plus jeune à marcher sur ses traces ? »

Ce sont de belles paroles qui honorent et qui lient, à la fois ceux qui les prononcent et ceux à qui elles s'adressent. D'ailleurs, les libéraux persans peuvent compter que dans la noble tâche qu'ils entreprennent, les sympathies actives de la France ne leur manqueront point.

Y. M. GOBLET.

---

---

## INFORMATIONS

---

Le ministère Clemenceau a démissionné le 22 juillet, à la suite d'un vif débat sur la marine. Un nouveau cabinet a été constitué ayant à sa tête M. Briand. M. Pichon a conservé le portefeuille des Affaires étrangères.

— x —

Le prince de Bülow, chancelier de l'empire allemand a dû résigner ses fonctions à la suite du profond désaccord qui s'est produit entre le Reichstag et lui au sujet de la question financière. Il a été remplacé par M. de Bethmann-Hollweg, président du Conseil des ministres de Prusse.

— x —

Le nouvel ambassadeur de France en Russie, M. Louis, a remis ses lettres de créance à l'empereur le 14 juillet.

— x —

Le 8 juillet, en l'église Santa-Maria della Vittoria, à Rome, le cardinal Vincenzo Vannutelli a célébré le mariage de Don Marcantonio Colonna, prince de Paliano, avec Mlle Isabelle Sursock.

---

---

## CHANGEMENT D'ADRESSE

*Le nombre des déplacements rend, à cette époque de l'année, le service des changements d'adresse très compliqué. Pour éviter toute erreur et tout retard, nous prions nos abonnés de vouloir bien joindre à leur demande de changement d'adresse la bande du dernier numéro et 0 fr. 50 en timbres-poste.*

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 278-418-1

1<sup>er</sup> Août 1909

## La Délégation parlementaire Ottomane à Paris

Nous n'avons pas pu donner, dans notre dernier numéro, le discours prononcé par l'éminent député de Beyrouth, Suleyman Bustany effendi, au déjeuner offert par le groupe de l'arbitrage aux députés ottomans. Ce discours nous est en effet parvenu trop tard, à notre grand regret, pour que nous puissions l'insérer.

Nous remercions le savant M. Bustany d'avoir bien voulu nous communiquer cette allocution dont voici le texte :

Messieurs,

Quelle belle occasion pour nous que de pouvoir nous entretenir avec le premier groupe de l'arbitrage international qui constitue à nos yeux le précurseur de la paix universelle ?

La France, avec la noble ambition qui l'a toujours caractérisée, non contente des innombrables vertus dont elle a embelli son histoire, s'est réservée encore celle d'être la première à démontrer sa vaillance pacifique comme elle a déjà maintes fois démontré sa vaillance guerrière.

L'idée de la formation d'un groupe ottoman qui nous a été suggérée par M. d'Estournelles de Constant a été accueillie avec un si grand enthousiasme que beaucoup de nos députés se sont empressés de s'inscrire comme membres et notamment tous mes collègues ici présents.

Permettez-moi ici de faire une mention toute spéciale de notre très regretté collègue Mohammed Arslan qui s'était bien voué à cette œuvre humanitaire, et de rendre ainsi en passant, un faible hommage à sa mémoire.

Malheureusement, malgré cet empressement, je ne peux pas prétendre que notre groupe soit déjà bien organisé ; mais vous pouvez le considérer comme tel, vu que notre agréable séjour parmi vous nous fournit l'occasion de nous renseigner plus complètement, et nous aurons ainsi recueilli l'un des plus beaux résultats de notre visite à la belle France.

Je sais bien, messieurs, que dans tous les pays du monde, il y a une infinité de gens qui considèrent ces œuvres de pacification comme des rêves, comme des vœux chimériques, et qui, tout en admettant les bienfaits du résultat, dénie l'efficacité des moyens. De mon côté, je ne me fais pas trop d'illusion. Je crois bien voir les difficultés, mais je ne veux pas

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No 278-418-2

Cet exploit de notre compatriote a provoqué dans le monde entier une émotion considérable.

— *La délégation ottomane à Paris.* — Le 11 juillet, les membres de la délégation de la Chambre des députés de Constantinople, invités à Londres par leurs collègues du Parlement britannique, sont arrivés à Paris, où ils ont demeuré quelques jours. La délégation se composait des 18 députés suivants : Talaat bey, premier vice-président de la Chambre (Andrinople); Midhat bey (Salonique); docteur Riza Tewfik (Andrinople); Ismaïl Hakky bey (Bagdad); EbuZIA Tewfik bey (Konia); Moustafa Arif bey (Brousse); Ahmed pacha Zuheir (Bas-sorah); Obeidullah effendi (Aïdin); Rouhi Khaldi bey (Jérusalem); Mohammed Ali bey (Kerkoud); El Seid Kassem Zeinel effendi (Djed-dah); Ruchdi ben Chamaa (Damas); Arif Fazil bey, Fouad Khouloussi bey (Tripoli de Syrie), tous musulmans; Suleyman Boustani effendi (Beyrouth), maronite catholique; Nessim Masliah effendi (Smyrne), Sassoon effendi (Bagdad), israélites; et le docteur Dimitriyevitch (Monastir), serbe, orthodoxe.

Les députés ottomans ont été reçus, en France, avec la plus cordiale sympathie. Pendant leur court séjour parmi nous, ils ont assisté à un déjeuner offert en leur honneur par le groupe parlementaire de l'arbitrage. Au dessert, M. d'Estournelles de Constant, président du groupe, a prononcé l'allocution suivante :

Nous vous souhaitons la bienvenue en France, à Paris, parmi vos collègues, vos camarades du Parlement de la République française et particulièrement du groupe parlementaire de l'arbitrage international dont vous êtes désormais les associés. Nous sommes heureux de pouvoir vous exprimer l'admiration émue que nous devons et que doit la civilisation tout entière au courage, à la sagesse, à la longue patience dont vous avez dû faire preuve pour triompher de l'oppression séculaire qui pesait sur votre pays et qui révoltait nos consciences en même temps qu'elle menaçait la paix du monde.

Nous faisons pour vous des vœux ardents; nous mesurons toutes les difficultés de votre tâche, et c'est pourquoi nous avons tant insisté pour vous appeler à Paris. Votre voyage en Europe était le complément nécessaire de votre révolution pacifique. Il établit entre vous et les autres Parlements constitutionnels un lien qui fortifie votre existence et qui garantit sa durée.

Rattachés à la grande famille parlementaire, vous avez à votre service toutes les ressources de la solidarité; vous pourrez vous appuyer particulièrement sur vos collègues français, puisque vous voulez bien vous réclamer de la République française, foyer de votre éducation morale et intellectuelle.

De notre côté nous nous sentons, nous Français, responsables de votre évolution; nous avons le devoir de veiller sur votre avenir; nous savons que vous n'abuserez pas de votre triomphe, que votre régime de liberté et de justice s'établit au bénéfice de toutes les populations de l'empire ottoman, sans distinction d'origine, de races, ni de religions, et de même que nous avons défendu plus d'une fois de tout notre cœur la cause des victimes trop nombreuses du despotisme turc, nous défendrons passionné-

maintenant il pense qu'il y aura lieu de proposer à la Chambre de mettre le pays en mesure de faire, dans les élections municipales, l'essai méthodique d'un système de proportionnalité.

A la suite de ce débat, le gouvernement pressera la Chambre de voter le projet réglant le statut des fonctionnaires et insistera auprès du Sénat pour qu'immédiatement après le vote des retraites ouvrières ce projet indispensable soit par lui adopté. Nous assurerons ainsi aux serviteurs de l'Etat, dans le loyalisme et le dévouement desquels nous avons pleine confiance, les libertés et les garanties légitimes. Mais il ne peut être question ni de tolérer l'interruption des services publics, ni de constituer une nation privilégiée dans la nation elle-même, qui reste une, et dont le Parlement seul a qualité pour dire la volonté.

Le Parlement est saisi de projets sur l'enseignement secondaire privé, la fréquentation scolaire, la responsabilité des maîtres, la stricte exécution de notre législation scolaire. Cet ensemble de réformes est destiné à mettre l'enseignement laïque à l'abri des attaques de ses adversaires qui sont en même temps les ennemis de la République. C'est dire l'intérêt qui s'attache au vote de ces projets.

Messieurs, il ne suffit pas de voter des réformes, il faut, pour qu'elles soient fécondes, un pays prospère, sachant mettre en valeur les instruments nécessaires à la richesse publique. Au premier rang de ceux-ci, se placent les moyens de transport. Il importe de les développer. Dès la rentrée, sera déposé un projet sur l'autonomie des ports. Nous vous demanderons aussi de mettre à la disposition de nos agriculteurs l'outillage économique, les canaux d'irrigation qui leur sont indispensables, de porter remède à la situation malheureuse de nos régions viticoles en donnant satisfaction aux vœux exprimés par leurs représentants autorisés.

La revision douanière devra être reprise et poursuivie dans l'esprit qu'avaient indiqué nos prédécesseurs.

Messieurs, si quelques-uns trouvaient trop vaste le plan méthodique et raisonné dont nous vous demanderons de vous inspirer, nous répondrions que le premier devoir d'un gouvernement, à quelque époque qu'il ait la charge du pouvoir, est de travailler à organiser la démocratie.

Pour cette tâche qui est de tous les instants nous comptons, dans le Parlement et dans le pays, sur la force agissante des républicains. Républicains nous-mêmes, nous plaçons la République au-dessus de toute conception personnelle. La République est la condition nécessaire de la prospérité nationale et du progrès social. Nous n'apercevons sa grandeur, loin des querelles intestines, que dans l'œuvre réformatrice dont nous serons avec vous les continuateurs.

Après cette lecture, une courte discussion s'est ouverte, à la Chambre, sur la déclaration ministérielle, qui a été finalement approuvée par 306 voix contre 46. Au Sénat, la déclaration lue par M. Barthou, garde des Sceaux, n'a donné lieu à aucune discussion.

La session ordinaire de 1909 a ensuite été déclarée close par décret présidentiel.

— *La traversée de la Manche en aéroplane.* — Le dimanche 25 juillet, l'aviateur Blériot a réussi, par un vol superbe de hardiesse, à traverser la Manche sur un aéroplane monoplan. Parti de Calais à 4 h. 35 du matin, il a abordé à Douvres exactement 38 minutes après.

Non ! Les obstacles sont grands, mais pas infranchissables comme on veut les représenter. Il y a du fanatisme, soit. Il va sans dire que l'Asie Mineure ne pouvait pas accepter nos idées de tolérance et d'égalité absolue aussi facilement que la Turquie d'Europe. Mais elle y vient petit à petit. Dites bien que nous avons une organisation de parti très forte, jusqu'à Bagdad et jusqu'au Yémen. Dites qu'elle a pour but de répandre l'idée constitutionnelle telle que nous l'entendons, c'est-à-dire libérale et sincère, impliquant la tolérance la plus large et l'égalité absolue entre citoyens ottomans, sans distinction de races et de nationalités.

« Contre nous que se dresse-t-il ? L'unité islamique, dit-on ! Permettez-moi de n'y pas croire à cette fameuse unité. Comment, nous pratiquons une religion que plus de deux cents sectes, se haïssant entre elles, divisaient en menus groupes, et l'on nous rebat les oreilles de panislamisme et de bloc islamique ! Vrai, cela ne nous fait pas peur. »

Interrogé sur les massacres d'Adana et leurs conséquences au point de vue des relations futures des Turcs et des Arméniens, Talaat bey nous a déclaré :

« Nous venons de croiser dans le port de Smyrne notre collègue arménien Agop Babikian, membre de la commission parlementaire d'enquête, qui rentrait d'Adana à Constantinople. Il apportait les preuves écrites de ce que nous savions déjà : c'est le Sultan Abdul Hamid qui a ordonné et fait préparer le massacre des Arméniens le 13 avril dernier. Tout cela va être bientôt connu de tout le monde. Pour ce qui est de l'avenir, nous déclarons qu'une pareille explosion de haine entre les nations ottomanes ne peut se reproduire sous notre régime. Car nous ne voulons plus de massacres, et nous sommes de force à imposer notre volonté aux groupes fanatiques ou ignorants dont le précédent Sultan exploitait la simplicité et la peur. Entre les Arméniens et nous, il y a entente complète. Ils savent qu'ils doivent la liberté aux Jeunes-Turcs et nous savons pouvoir compter sur leur fidélité. A la Chambre, nous marchons la main dans la main, les Arméniens et nous. »

Nous avons voulu, pour terminer, obtenir quelques déclarations sur l'affaire de Crète. Talaat bey nous a répondu là-dessus avec sa très grande autorité personnelle et la plus grande franchise de ton :

« Nous avons fait un immense sacrifice à la paix européenne en acceptant sans trop de peine l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche et celle de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Ce que cela nous a coûté, au fond du cœur, cela ne regarde que nous. Enfin, nous avons pu le faire. Mais l'abandon de la Crète, nous ne pouvons pas. Y serions-nous même résolus que cela nous serait impossible. Le sentiment public serait contre nous et notre œuvre serait détruite. »

— *Les journalistes français et le procès d'Agram.* — Les directeurs des grands journaux et revues de Paris, et de nombreuses personnalités de la presse parisienne ont adressé aux présidents de l'Association des journalistes autrichiens, à Vienne, et de l'Association des journalistes hongrois, à Budapest, le télégramme suivant :

Les soussignés journalistes français font appel à leurs confrères autri-

ment celle que vous servez, la cause de l'émancipation, celle que vous avez si bien résumée dans ces deux mots : Union et Progrès.

A la Jeune-Tuquie et à ses représentants.

Plusieurs autres toasts ont été portés, notamment par Naoum pacha, ambassadeur de Turquie; par les députés d'Andrinople, de Bagdad et de Smyrne; par M. Joseph Reinach; par M. Anatole Leroy-Beaulieu, au nom de l'Alliance française, et par M. Victor Bérard, au nom de la presse.

Ajoutons qu'au lendemain de l'arrivée de la délégation, notre collaborateur M. Georges Gaulis a eu, avec Talaat bey et le docteur Riza Tewfik, une importante conversation, dont voici le compte rendu d'après le *Journal des Débats* :

« Nous avons, a déclaré Talaat bey, le plus grand désir de nous rendre compte de la mesure dans laquelle la Jeune-Turquie peut faire fonds sur l'amitié française, à laquelle nous tenons par-dessus tout. Pour y parvenir, nous serons heureux de voir beaucoup de monde, de causer avec qui nous abordera, d'entendre formuler des jugements sur nous, sur notre pays, sur nos affaires intérieures et extérieures, de discuter et de convaincre si possible nos interlocuteurs. Nous avons l'impression que la confiance que nous inspirions à la première heure est un peu ébranlée en Occident. Pourquoi et par la faute de qui? C'est ce que nous recherchons. Mais à première vue il me semble que l'on a exercé sur nous des sévérités excessives depuis un certain temps. Par qui l'opinion est-elle trop souvent renseignée? Nous croyons connaître quelques-unes des sources d'informations étrangères qui déversent leurs nouvelles sur l'Occident et qui nous sont systématiquement défavorables. Nous souffrons de ce que tant d'hommes raisonnables, à Paris et à Londres, prennent pour paroles d'Évangile de véritables calomnies. A ces calomnies nous voulons répondre.

« On dit que nous n'avons rien fait! Que l'on regarde de près notre pays! Est-il un voyageur qui, le connaissant déjà, le reconnaisse aujourd'hui? N'y a-t-on pas le sentiment d'une véritable détente morale, et cela ne compte-t-il pour rien? Et notre Parlement, un peu décrié, avouez-le, je vous affirme qu'il a accompli une besogne considérable. Ce sont surtout les commissions qui ont travaillé; il y a toute une période d'élaboration, de préparation et de rédaction des lois à traverser et je vous assure que nous l'avons traversée laborieusement. »

Le docteur Riza Tewfik, qui fut, dans les premières semaines du régime libéral, la grande force agissante et le metteur en œuvre de la Jeune-Turquie, insiste éloquemment sur le point de vue défendu par Talaat bey :

« Je voudrais, dit-il avec fougue, parler à la presse, au public, à tout le monde, faire des discours, des conférences, et je suis certain que je convainrais mes auditeurs avec toute ma foi dans notre œuvre. Qui pourrait se dire capable de transformer en un an un pays esclave en un pays complètement organisé sous le régime de la liberté? Nous avons encore beaucoup à faire et nous le ferons, beaucoup à oser et nous l'oserons, beaucoup à entreprendre et nous réussirons. Mais il faut qu'on nous laisse un peu de temps. Et si nous avouons nous-mêmes que notre tâche n'est pas terminée, cela veut-il dire qu'elle nous paraisse surhumaine?

et fortifie notre foi dans un avenir meilleur et prochain.

Je ne veux point finir, messieurs, sans qu'au nom de notre président et celui de mes collègues présents et absents, je remercie encore une fois M. d'Estournelles de Constant de nous avoir communiqué sa foi d'apôtre dans la poursuite de l'idéal humain.

C'est ainsi que je tiens à lever mon verre, non en l'honneur des vaillants ouvriers de cette noble tâche, mais à sa réalisation même.

SULEYMAN BUSTANY.

\*  
\* \*

Nous avons omis dans le compte rendu du banquet offert à la délégation parlementaire ottomane par l'Association des *Amis de l'Orient*, de mentionner la présence de M. Back de Surany, consul général de Perse à Paris, dont on dira un jour le rôle dans l'accord austro-turc. M. Back de Surany était accompagné d'un grand nombre de notabilités de la colonie persane de Paris. Il est inutile de dire que S. E. Samad Khan et M. Back de Surany ont été très entourés et vivement félicités des grands succès remportés en Perse par la cause de la liberté et de la civilisation.

Parmi les assistants au banquet des *Amis de l'Orient*, nous avons également relevé la présence de MM. Maurice Guffroy, conseiller du Commerce extérieur, Bortoli, membre de la Chambre de Commerce de Paris, et Esnault-Pelterie, l'aviateur bien connu.

Nous tenons à mentionner également le grand succès de l'hymne national ottoman dû à M. Wadia Sabra, ancien élève du Conservatoire de Paris. Cet hymne écrit sur des paroles du cheikh Abou Naddara, traduites en français par M. Georges Kendirjiy, fut orchestré par Paul Vidal et exécuté à plusieurs occasions par la garde républicaine. Ce chant obtint un tel succès que Talaat bey, le distingué président de la délégation, décida, d'accord avec ses collègues, de recommander au gouvernement turc son adoption comme hymne officiel du nouveau régime. Il n'est pas douteux que cette proposition soit agréée d'autant que la composition de Sabra se recommande par son allure entraînant propre à électriser les foules et par le beau souffle patriotique qui l'inspire.

R. D.

\*  
\* \*

Le Comité de l'Association des *Amis de l'Orient* a adressé au sultan Mehemed V, le télégramme suivant :

A l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la liberté dans l'Empire ottoman, les Amis de l'Orient adressent à Votre Majesté

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 7TB-418-7

croire que ces difficultés puissent être avec le temps insurmontables.

Si l'histoire nous a, par mille exemples, prouvé qu'un proscrit comme Moïse, un inconnu comme Jésus-Christ, un orphelin comme Mohammed ont pu fonder de grandes religions ; qu'un berger comme David, un fuyard comme Abd-ul-Rahman ont pu fonder ou consolider de grands empires, pourquoi ne voudrait-on pas admettre qu'un élite de zélés et dévoués collaborateurs se ralliant de tous les coins du monde, puissent gagner à leur cause, du reste juste et loyale, la totalité du genre humain ?

En ce qui nous concerne, nous autres ottomans, je puis vous affirmer qu'aucune nation plus que la nôtre ne désire la paix aussi bien dans l'intérêt de tous, que dans le sien propre. Nous avons, en effet, besoin de recueillement et de tranquillité pour travailler à notre régénération et à la consolidation de notre nouveau régime de liberté auquel si généreusement vous avez applaudi ; pourvu toutefois qu'on nous laisse y procéder, et toujours avec votre concours, dans le calme et dans la dignité. Car, comme vous le savez, messieurs, les qualités guerrières de notre nation sont demeurées telles qu'elles étaient quand le sang français et le sang ottoman se sont mêlés sur les champs de bataille.

Mais, me dira-t-on, avant de vouloir réaliser la paix universelle, commencez par la réaliser dans l'empire même, où tant de races se mêlent sans se fondre, et où Turcs, Arabes, Kurdes, Grecs, Arméniens, Bulgares, etc., vivent comme des frères ennemis.

L'objection serait de valeur, si cette fusion n'avait déjà commencé, et n'avait donné des résultats éclatants, et si d'autres pays jadis semblables au nôtre n'y avaient victorieusement répondu.

J'ai, ailleurs, traité cette question avec amplitude. Pour ne point abuser de votre patience, je me contenterai ici de ne citer qu'un pays dont le nom est si doux à nos lèvres. N'avez-vous pas eu à vaincre, messieurs, dans votre douce France, les mêmes difficultés que nous avons à vaincre en ce moment chez nous ? Faites-vous maintenant les distinctions que vous faisiez jadis lorsque Bretons, Normands, Gascons, Basques, etc., et même lorsque protestants, catholiques et israélites vivaient également chez vous comme des frères ennemis ? Permettez, messieurs, que votre exemple nous serve

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No RTB-418-8

juin 1909

sur lesquelles sera gravée une inscription commémorant les événements du 24 avril.

Il a également décidé d'offrir un banquet à tous les officiers de l'armée d'occupation et des adresses de remerciements au nom des habitants.

Une souscription a été ouverte à Salonique pour offrir une épée d'honneur au généralissime de l'armée macédonienne.

Le cabinet Tewfik exposera son programme à la Chambre mercredi ou jeudi.

On dit que la Chambre serait résolue à renverser le cabinet Tewfik. Elle s'efforcerait de décider Tewfik pacha à démissionner, sinon elle émettrait un vote de méfiance.

On donne déjà comme successeurs probables : Hilmi pacha comme grand-vizir; Ferid pacha à l'intérieur; Hakki bey, ambassadeur à Rome, à la justice; le général Salih à la guerre; le général Ferid à la marine; Azmi, gouverneur de Brousse, à l'instruction publique; Rifaat bey aux finances; Arisidi, vice-président de la Chambre, aurait, dit-on, les mines, les forêts et les travaux publics.

Afin de préparer l'arrivée au pouvoir des députés, le comité Union et Progrès aurait décidé d'adjoindre à chaque ministre un sous-secrétaire d'État tiré du Parlement, qui fera partie du cabinet et assistera aux délibérations du conseil.

C'est ainsi que le député Diavid aurait le sous-secrétariat parlementaire des finances; Djahid, celui de l'instruction publique; Ismaïl Hakki, celui des affaires étrangères; Talaat ou Rahmi, celui de l'intérieur.

Sur la demande du généralissime Mahmoud Chevket, la Chambre a nommé deux commissions, qui doivent prendre part à l'inventaire et à l'examen des papiers d'Yildiz.

Sur la proposition du député grec Nalis, la Chambre a décidé d'exprimer sa reconnaissance à l'armée de la liberté.

Elle a repoussé la proposition qui avait été faite de transformer Yildiz en musée, où les hommes qui ont joué un rôle important auraient été représentés sous forme de marionnettes.

L'Assemblée nationale n'a pas voulu attendre plus longtemps pour modifier la Constitution sur plusieurs points importants, en vue de restreindre le pouvoir souverain du sultan et d'augmenter les pouvoirs des représentations de la nation.

Elle a voté hier, d'urgence, les modifications suivantes :

Le sultan, dès son avènement, prête serment à la Constitution et au Chariat devant le Parlement; les ministres sont responsables collectivement et séparément; le sultan nomme seulement le grand-vizir et le cheik-ul-islam.

TDV İSAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 278-418-9

— Les journaux de Constantinople nous apportent le texte des premières paroles dites par le nouveau sultan à la députation qui lui annonçait son avènement au trône. En voici la teneur :

« Depuis trente-trois ans, j'ai observé une attitude modérée. Pendant tout ce temps, je n'ai cessé de faire des vœux pour le salut et le bonheur de la nation.

Puisque la nation m'offre le trône, je l'accepte avec plaisir, dans l'unique intention de la servir.

Mon premier soin sera de gouverner conformément au Cheri et à la loi, et de ne jamais rien faire de contraire au désir de la nation. Avec l'assistance de Dieu, je serai heureux. »

L'infanterie de marine de la caserne Cassim-Pacha a été cernée cette nuit par les troupes macédoniennes. Celles-ci ayant pris leurs dispositions pour bombarder la caserne, les soldats d'infanterie de marine ont capitulé, sans avoir résisté.

On a entendu cette nuit à Péra, des coups de feu venant du ministère de la marine. Ce matin, de bonne heure, on a fait cerner par de l'artillerie, de l'infanterie et de la cavalerie les abords du ministère. Peu de temps après, le drapeau blanc était hissé sur le ministère de la marine. Un groupe d'officiers a pénétré dans l'édifice, et quelques instants après, plusieurs centaines de soldats d'infanterie de marine étaient emmenés sous escorte à Stamboul.

Le bruit court, au sujet de cet incident, que plusieurs centaines de soldats d'infanterie de marine ayant achevé leur temps de service se sont mutinés, réclamant leur libération. Ces soldats finirent par se rendre, se voyant cernés et après avoir été harangués, dit-on, par le major Niazi bey, le héros de l'indépendance. Les soldats auraient réclamé en outre l'abaissement du service à trois ans.

La reddition, ce matin, de la garnison constituant le dernier contingent important du 1<sup>er</sup> corps d'armée a provoqué un sentiment de soulagement dans la ville.

Le quartier général du futur 1<sup>er</sup> corps d'armée sera établi à Tchataldja. La garnison de la ville sera composée de quatre bataillons qui seront changés toutes les quinzaines.

Le conseil de guerre a prononcé les condamnations à mort suivantes :

Deux sergents du 4<sup>e</sup> bataillon de chasseurs de Salonique, accusés du meurtre de Nazim pacha, ancien ministre de la justice; le major Youzouf et son fils Mehemed; le colonel Ismail, commandant la caserne de Taschkichkla; l'armurier régimentaire Arif et son fils Mehemed, tous des chasseurs de Salonique, et deux caporaux.

Le conseil municipal a décidé de remettre aux blessés des montres

quand on atteint le sommet de la jeunesse, et qu'un joli tendron s'est ainsi déplacé pour vous aller trouver, on aurait mauvaise grâce à le mal accueillir. M. de Courbon l'accueillit à merveille, et l'on réclama secrètement l'assistance d'un prêtre. Après quoi on informa la famille de M<sup>lle</sup> de Moras. Sa mère prit mal la chose. Elle fut impitoyable. Elle avait beaucoup pratiqué la galanterie, mais ne l'admettait qu'illégitime. On arrêta donc la jeune fille et son mari dut s'enfuir. En ce temps-là, on ne plaisantait point sur les enlèvements de mineures. Il est vrai que notre mineure s'était enlevée toute seule. Mais on ne voulut jamais l'admettre. Un arrêt fut rendu qui innocentait la jouvencelle à cause de son âge, mais la remplaçait au couvent, et qui confisquait les biens de M. de Courbon et le condamnait par contumace — car il avait jugé prudent de passer la frontière — à avoir la tête tranchée. La gouvernante reçut le fouet, fut marquée de la fleur de lis et exilée pour neuf ans. Enfin, le curé fut banni. C'était sévère. Le comte A. de Courbon, misérable et malade, mourut à l'étranger. Et Anne de Moras se remaria.

x

M<sup>lle</sup> de Clermont fut plus fidèle. Je connais peu de lectures plus émouvantes que le chapitre qui lui est consacré dans le livre de M. de Reiset. D'après M<sup>me</sup> de Genlis, Marie-Anne de Bourbon, plus connue sous le nom de M<sup>lle</sup> de Clermont, était la petite-fille du grand Condé, la sœur du duc de Bourbon, qui fut premier ministre de Louis XV, et de cette M<sup>lle</sup> de Charolais dont les amours furent nombreuses et bruyantes. Elevée à Chantilly, elle avait pris au voisinage des bois et des eaux une sorte de grâce limpide et sauvage ensemble. Le comte de Melun, après avoir séduit sa sœur, lui fit la cour. Elle se donna à lui pour la vie, mais pour rassurer sa conscience, elle exigea qu'ils se mariassent secrètement. Une princesse du sang, objectait Melun, ne peut épouser un petit gentilhomme. Elle invoquait le souvenir de Lauzun et de la Grande Mademoiselle, surtout elle invoquait son amour. Il consentit. Le mariage devait se célébrer la nuit, dans la chaumière même où ils avaient échangé leurs aveux. Comme elle traversait la cour du château de Chantilly pour rejoindre son fiancé qui l'attendait, elle se sentit tout à coup retenue par sa robe.

Un cri d'épouvante, dit M. de Reiset, faillit s'échapper de ses lèvres; elle se retourna frémissante et découvrit la cause légère qui lui inspirait tant d'effroi : un pan de sa robe traînante s'était accroché aux reliefs du piédestal d'une statue qu'elle venait de dépasser. Mais, au moment où elle se dégageait pour reprendre sa route, elle leva les yeux et recula en proie à un saisissement inexprimable : cette statue, qui se dressait au milieu de l'immensité de cette cour, c'était celle du grand Condé dont le visage imposant et fier, éclairé par les rayons de la lune, semblait empreint d'une sévérité menaçante. Un sentiment superstitieux rendit Anne de Clermont subitement immobile, et, troublée par ce présage inquiétant, elle demeura hésitante, se demandant si ce grand aïeul ne lui commandait pas impérieusement de retourner en arrière. Mais son amour était trop violent pour n'avoir pas raison de ses pressentiments et de ses scrupules; résolument elle se mit en marche et gagna les charmillles sous le couvert desquelles son fiancé l'attendait.

M<sup>me</sup> de Genlis a peut-être un peu romancé la situation. Mais elle est conforme au caractère aventureux et scupuleux ensemble d'Anne de Bourbon. Le pressentiment ne la trompait pas. M. de Melun mourut accidentellement dans une chasse au cerf qui se donnait au parc de Sylvie. Elle-même le ramena mourant dans son carrosse. Elle lui garda son cœur et l'honora d'un culte passionné. A

Chantilly, l'allée qui porte le nom de M. de Melun rappelle ce tragique dénouement d'un unique amour.

Vous raconterai-je, d'après M. de Reiset, la vie charmante, puis douloureuse de la princesse de Lamballe? Peut-être vous est-elle bien connue. Ou encore le mystérieux crime de l'hôtel Praslin (1). Mais je préfère vous renvoyer au livre de M. de Reiset.

Les *Belles du Vieux Temps*, comme Bagatelle, comme les Cent Portraits, méritent, on le voit, une visite.

HENRY BORDEAUX.

## NOTES ET FIGURES

### Les députés ottomans.

Ils ne devaient que traverser Paris en se rendant à Londres, où ils seront les hôtes de la mère des Parlements. Mais Paris s'est emparé d'eux et les a reçus avec une certaine magnificence. La Chambre des députés, qui devait être aux champs, semble avoir voulu demeurer à la ville quelques jours de plus, pour leur donner le spectacle d'une de ses grandes séances. M. Clemenceau les a « épatés », car ils ne se doutaient pas, dans leur mol et grave Orient, de ce que nous appelons verve oratoire, combativité rostrale, assaut de mots. Et, comme ils croient encore que les mots blessent ou tuent, ils considéraient M. Jaurès avec pitié.

M. Pugliesi-Conti à droite et M. Compère-Morel à gauche les ont effrayés par leurs cris accompagnés de bruits de pupitres. Voyant méconnue l'autorité d'un vieux vizir comme M. Brisson et entendant traiter le grand-vizir Clemenceau lui-même de menteur, ils se sentirent attristés; car les Turcs sont très polis. Et comme ils se demandaient si c'était bien là le régime parlementaire, la voix sombre de M. Barrès cria : « Voici le régime parlementaire ! »

La revue du 14 juillet leur a été un enseignement plus sain, en leur montrant ce que l'on peut faire de la nation armée, sans instructeurs allemands. Ils ont visité la Sorbonne, l'Hôtel de Ville, les pompiers, les travaux du Métro, les imprimeries des grands journaux. Ils ne partiront pas sans avoir vu voler un aéroplane. Mais c'est à table, surtout, qu'ils ont trouvé les Français chez eux. M. Pichon a profité d'un de ces banquets, pour leur adresser quelques paroles excellentes et qui engagent (enfin !) la diplomatie française dans une sympathie active pour le seul régime capable de nous conserver la Turquie intacte et forte, dont l'existence est nécessaire à l'équilibre méditerranéen. « La paix du monde, a dit M. Pichon, est liée à celle de l'empire ottoman. » Or, la paix ottomane est liée au gouvernement jeune-turc.

Ils sont dix-neuf délégués, les uns en « stamboulines », qui sont des redingotes à petits cols droits, d'autres en grandes robes de religieux, les uns coiffés du fez et d'autres enturbannés. Aucun d'eux n'est décoré et l'on n'a pas assez remarqué cette anomalie. En Turquie, la hiérarchie civile a de tout temps joué un rôle considérable, plus considérable même que le « tchin » russe. Mais les Jeunes-Turcs ne veulent ni grades, ni distinctions. Le nom de « bey » appartient désormais à chacun, comme celui de « monsieur »; il n'y a pas de pachas du nouveau régime. Ce sont donc de simples citoyens que le Parlement ottoman nous envoie. Mais le chef de la délégation, Talaat-bey, vice-président de la Cham-

(1) Voir l'Opinion du 19 septembre 1908. — La Survie du duc de Praslin, par M. le vicomte de Reiset.

bre, est l'une des deux ou trois personnes qui ont exercé la plus grande action révolutionnaire en Macédoine, avant le 23 juillet dernier. Il est, dans le comité Union et Progrès, la grande autorité personnelle et la grande influence morale. Demain, il sera ministre de l'Intérieur. Son ami, le D<sup>r</sup> Riza-Tewfik, homme de forte culture philosophique, et qui parle couramment cinq langues, fut au lendemain de la révolution et de sa propre initiative, le maître absolu de Constantinople. Il s'improvisa chef de la police et parvint non seulement à maintenir l'ordre, mais à faire régner la paix dans les coeurs. Ismaïl-Hakki-bey est le journaliste de grand talent qui, avec Djahid-bey, contribua le plus à rendre le nouveau régime populaire dans les masses; Midhat-bey appartient à cette jeunesse salonicienne qui se dépensa tout entière et s'exposa avec intrépidité pour la libération de leur patrie. Un grand roman de bravoure s'attache dans toute la Turquie à ces quatre personnages qui représentent le célèbre comité Union et Progrès.

Sur chacun des autres il y aurait quelque chose à dire : sur le religieux Obeidoullah-effendi, célèbre par les persécutions dont il a été la victime sous Abdul-Hamid et par sa vie aventureuse d'exilé ayant parcouru le monde entier; sur Suleyman-Bostani, le maronite chrétien qui passe pour le meilleur poète arabe contemporain et le plus savant des philologues orientaux; sur Nemin-Masliah, député israélite de Smyrne, qui sauva le prestige du Parlement par son courage, au lendemain de l'essai de restauration hamidienne. Et ce ne serait pas tout.

D'autres viendront cet automne en mission plus officielle. Si l'on exige plus encore de leurs bonnes volontés, de leurs curiosités et de leurs estomacs que de ceux de la mission Talaat, dans quel état les renverrons-nous au Bosphore?

GEORGES GAULIS.

### Le Cinquième Chancelier de l'Empire.

C'est un grand diable d'homme dont la physionomie rappelle un peu Rochefort. Mais il y a dans le regard aigu de Rochefort de la malice et de la gaité. Sous le front haut et large du nouveau chancelier, les yeux profonds n'expriment qu'austérité, une austérité sans amertume, ni dureté. Petit-fils de fonctionnaire devenu ministre, M. de Bethmann-Hollweg est lui-même un fonctionnaire devenu ministre. Il a le sérieux, la réserve, la modestie, l'habitude des affaires, la connaissance des hommes et le sens des réalités qui caractérisent les produits supérieurs de la culture administrative. Sa famille est de noblesse toute récente et, bien qu'elle n'ait pas fait bruyamment parler d'elle, elle a su gagner l'estime et le respect.

Les Bethmann furent chassés des Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle par l'intransigeance religieuse. Ils s'établirent à Francfort-sur-le-Mein où ils fondèrent une banque. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, une demoiselle Bethmann épousa Johann Jacob Hollweg, originaire de Giessen. Et telle était la considération dont jouissaient les banquiers francfortois, que Johann Jacob tint à honneur de faire précéder son nom de famille par celui de sa femme. Ainsi se fonda la branche des Bethmann-Hollweg qu'illustra au siècle dernier le grand-père du nouveau chancelier. Il occupait une chaire à l'Université de Bonn lorsqu'il fut anobli par le roi de Prusse. De 1858 à 1862, il fut même appelé à diriger le ministère des cultes du royaume. Entre cette carrière éclatante et celle du nouveau chancelier impérial, l'existence du père de ce

dernier passe un peu inaperçue. Ce propriétaire foncier qui fut landrath d'Oberbarnim eut du moins le mérite de préparer sagement son fils aux dignités qui lui furent concédées par la faveur impériale durant les dernières années.

M. de Bethmann-Hollweg est né le 29 novembre 1856. En 1875, il s'inscrivit comme étudiant en droit à l'Université de Strasbourg. Dix ans plus tard, il fut nommé assesseur. Il devint ensuite landrath, conseiller de présidence, président de gouvernement, puis président supérieur du Brandebourg. Il lui a fallu quatorze ans pour franchir, degré par degré, la hiérarchie administrative. Une fois entré dans la carrière politique où ses qualités trouvèrent mieux à s'employer, ses progrès furent plus rapides. Ce n'est qu'en 1905 qu'il fut appelé à succéder à M. de Hammerstein au ministère prussien de l'intérieur. En juillet 1907, il passa à l'Office impérial pour l'Intérieur. Deux années presque jour pour jour se sont écoulées depuis et voici qu'il succède au prince de Bülow.

Est-il possible de prédire le chancelier que sera M. de Bethmann-Hollweg? C'est un jeu périlleux, plus périlleux peut-être dans ce cas particulier que dans bien d'autres, car malgré des déclarations officielles, Guillaume II n'a pas renoncé à jouer un rôle dans la conduite des affaires politiques allemandes; l'empereur voudra, à coup sûr, être le guide de son chancelier. Dans quelle mesure influera-t-il sur ses idées et sur ses goûts, il est impossible de le dire.

Cherchons du moins ce qu'a été, jusqu'à ce jour, M. de Bethmann-Hollweg. Lorsqu'il siégea au Reichstag, c'est parmi les conservateurs libres qu'il se rangea. Ce parti, très attaché à l'empire et aux prérogatives de l'Empereur, groupe tous les conservateurs qui sont accessibles aux idées modernes, ceux qui n'approuvent point les excès protectionnistes des agrariens. M. de Bethmann-Hollweg, si l'on en croit ses amis, devrait être considéré comme un « avancé » dans son parti. Il appartient probablement à la catégorie très nombreuse en Allemagne des hommes politiques dont les tendances intellectuelles très libérales ont pour contre-partie un fort attachement aux traditions. Ses opinions sur la réforme électorale en Prusse, émises tout récemment, sont un adroit mélange de libéralisme dans les mots et de conservatisme dans les faits. Il est partisan de l'extinction du droit de suffrage, mais partisan aussi de sa restriction à ceux qui constituent les « forces vives du pays ». Le tout est de s'entendre sur le sens de ces dernières paroles et il n'est pas téméraire de dire que les agrariens, les libéraux et les socialistes ne les comprennent pas de la même façon. Du moins la formule, en tant que formule, est-elle susceptible de les satisfaire tous.

C'est le même esprit que M. de Bethmann-Hollweg apporte dans les questions sociales. Libéral dans les tendances, « étatiste » dans les réalisations, il sera le continuateur convaincu du socialisme d'Etat pratiqué par l'Empire d'Allemagne depuis une vingtaine d'années. Il a eu l'occasion de faire connaître ses idées sur ce sujet pendant son court passage à l'Office impérial de l'Intérieur. N'est-ce pas lui qui rédigea, il y a quelques mois, le mémoire dans lequel le gouvernement impérial faisait avec fierté — avec une fierté légitime d'ailleurs — le bilan de sa politique ouvrière?

Avec le prince de Bülow disparaît de la scène politique allemande un *debater* brillant, ingénieux, séduisant, un esprit « objectif » disent les Allemandes, et nous savons de reste ce que cet adjectif peut dissimuler de



JULY-AUGUST, 1909.

## THE VISIT OF THE TURKISH DELEGATES.

The visit of a representative body of Turkish Deputies to this country is an event upon which Turkey and England alike are to be warmly congratulated. It has undoubtedly done much already to dispel the misunderstandings that have grown up between the two nations chiefly because opportunities for friendly intercourse between their leading men have been lacking heretofore; and, as Nissim Mazliah, secretary of the delegation remarked, in the course of an interview that he granted to a representative of the "Morning Post," it is to be hoped and believed that it will have most favourable results politically and commercially for both lands. Indeed, it can hardly do otherwise. Both in London and in the provinces our distinguished visitors have been received with a cordiality the genuineness and spontaneity of which has been beyond all question, and which cannot have failed to make a deep impression on their minds. Our King, who invariably knows how to express the feelings of his people in the happiest manner, has said and done the right thing at the right moment once more, and his gracious and kindly reception of the delegates has given the liveliest satisfaction, not only to them and their countrymen, but also to the majority of Englishmen, who have always liked the Turk, and are rejoiced to see him bent upon taking his proper place in the world again. The King's Ministers have spoken in no uncertain way about their "relief and satisfaction" at finding themselves in such cordial and sympathetic relations with the Sultan's Government; statesmen and politicians of both parties have vied with one another in the endeavour to do honour to the delegation; and the "man in the street" has given plenty of proofs that he approves of all these things and has still a warm corner in his heart for his old ally. Old friends and admirers of Turkey, who, even in her darkest days, were bold enough to declare that she would at last emerge triumphant from her troubles, are being justified of their faith; and though they may ask themselves what can have become of the croakers and pessimists who, less than a year ago, still persisted in wagging their heads over the prospect of reform, and in predicting a speedy death for "the Sick Man," they are too well satisfied with things as they are to worry over such a question. To-day pessimism in regard to Turkish affairs is at a discount, and rightly so; we are all full of hope for, and faith in, rejuvenated Turkey. We recognise that many serious difficulties have yet to be faced, many stiff problems to be solved. "But," as Sir Edward Grey observed in the capital speech in which he proposed the health of the Sultan at the Government luncheon, "difficulties are not the keynote of the present situation in Turkey: the keynote of the present situation is hope and confidence."

On their side the delegates have not been slow to appreciate the true significance of the greeting extended to them from all quarters, or backward in acknowledging its warmth and reciprocating its friendliness. They have spoken with obvious sincerity of the great pleasure that the cordiality of their reception by the King and the Queen afforded them one and all, and of the appreciation felt throughout Turkey at the honour shown to them as Turkey's representatives; they have acknowledged in the handsomest terms the sympathy and help extended to their country by Great Britain in the hour of trial, and they have again and again expressed the earnest wish that the bond of friendship between the two countries may grow constantly stronger. The value of such expressions depends, of course, upon the character and standing of those who use them. Coming from some quarters they would be as worthless as the flowery oratory of the platform speaker who is bent on saying only what will prove acceptable to his hearers and bring him their readiest applause. But coming from men who have played no inconsiderable part in shaping the affairs of the New Turkey, who have given abundant proofs of their integrity and sincerity, whose words carry great weight with their countrymen, and who have, moreover, been specially selected

to represent the views of the Turkish people to the people of this land, they are indeed of the greatest value. And as such we most gladly accept them.

But if we give full weight to the pleasant things that our visitors have been kind enough to say of us and to us, we must give full weight also to any of their sayings that may be not altogether pleasant and yet may be the means of putting us on our guard against future error in our dealings with their country. And they have given us at least one hint of this kind which is worth taking. It is noteworthy that while many of them have spoken of the goodwill that the majority of the Turks have borne towards England since the days of the Crimean War, they have frequently expressed surprise at finding so much goodwill displayed towards themselves, not only officially, but also by the "spectators in the street." The surprise was no doubt an entirely pleasant one. But that there should have been any surprise at all on such a point affords material for reflection. For it must mean one of two things—either opinion in Turkey—the most enlightened opinion, too, be it noted—must have been seriously misinformed concerning the feelings of Englishmen towards that country, or else the goodwill of the English people must be a thing of quite recent growth. Now it is safe to assert that the goodwill of England for Turkey is by no means a thing of new growth. If the Turk has not forgotten his old ally, neither has his old ally forgotten him. In fact, the average Englishman has a genuine regard for the average Turk, and probably understands him better than most other Europeans do. True, he could not approve of the old régime any more than the Young Turk himself approved of it; but he was not foolish enough or unjust enough to condemn a whole people for the sake of a small body of corrupt officials; and he was always ready to revive the old friendship between the two nations upon the first favourable opportunity. The opportunity was long in coming, but it came at last, a year ago; and all England welcomed the dawn of the new era upon the Bosphorus with a heartiness that was in marked contrast with the hypocritical congratulations of certain continental nations.

Unfortunately, however, as the remarks of the visiting Deputies show quite clearly, the Englishman's feelings in the dark period that preceded the dawn were not clearly understood in Turkey; and though we are not entirely free from blame for this, neither can we hold ourselves entirely free from blame in the matter. For if Turkish opinion has been misled, as is obviously the case, we as a nation have not been sufficiently careful to guard against the danger of having our views and sentiments misrepresented, whether intentionally by the agents of foreign Powers, or unintentionally by the foolish conduct of a handful of fanatics and notoriety-seekers in our own country. Our method of treating such mischief-makers with quiet contempt may have been extremely dignified, but, with regard to our own agitators at least, it seems to have been hardly wise. For, thanks chiefly to the violence of their hysterical declamations and the vigour they displayed in the ignoble arts of "tub-thumping" and "drum-banging," they succeeded in attracting far more attention to themselves than their numbers or social importance entitled them to; and as reports—often grossly exaggerated—of their frenzied sayings and doings found their way into Turkey by various more or less mysterious channels, and usually remained uncontradicted because it appears to have been nobody's business to give them the lie, we can scarcely be surprised that the Turks were misled into believing that they had more foes than friends in England.

Happily, their minds will now be disabused of this error. If any of our visitors had wished to see even a single specimen of a real Turkophobe they would have had great difficulty in finding such a curiosity in England. Most of the fanatics retired into obscurity a twelvemonth ago, utterly discomfited by the discovery that the Turk was capable of setting his house in order without European assistance. About the same time the notoriety-seekers also adopted a change of tactics that would have been amusing if it had not been rather disgusting. And now the visit of the Deputies has given sane Englishmen—who, after all, are still in an overwhelming majority—an opportunity of showing their real feelings, which they have not been slow to grasp.

If it had done nothing more than this, the visit would still have served a valuable purpose. But it has in fact done much more. It is too early at present to say much concerning the commercial advantages that both countries are sure to reap from it; but already there are indications that they will be considerable. And it would be almost impossible to overestimate its good influence politically. For experience proves that the more Turks and Englishmen see of one another the better they appreciate one another's solid worth, and the meetings between our visitors and so many of our leading men can hardly have failed to lead to the formation of not a few friendships that are likely to have far-reaching effects upon the future relations of the two lands. Both the Deputies and those whose privilege it has been to welcome them to England and to express the friendly feeling of our people for theirs have, therefore, been engaged upon a truly admirable work. And they have performed it in a truly admirable manner.

## LA VISITE DES DÉLÉGUÉS TURCS.

La visite en Angleterre d'une délégalion de députés turcs est un événement dont il convient de féliciter chaleureusement et la Turquie et l'Angleterre. Déjà, à la suite de cet échange de civilités, on constate une amélioration dans les rapports des deux pays, entre lesquels, depuis longtemps, une certaine froideur, pour ne pas dire plus, n'avait cessé de régner. Aussi, comme l'a dit le secrétaire de la délégalion, Nissim Mazliah, au cours d'une interview qu'il accordait à un rédacteur du *Morning Post*, on doit espérer, de même que l'on peut croire, que cette visite aura les plus heureux résultats sur les relations politiques et commerciales de ces deux pays.

A coup sûr, il ne saurait guère en être autrement. Car non seulement à Londres, mais en province aussi, nos hôtes distingués ont été reçus avec une cordialité dont la sincérité et la spontanéité ne faisaient de doute pour personne, et qui a dû les impressionner vivement. Notre Roi, qui sait toujours exprimer de la façon la plus heureuse les sentiments de son peuple, a encore une fois parlé et agi avec le plus parfait à-propos. Sa gracieuse et amicale réception de MM. les délégués a procuré la plus vive satisfaction non seulement à ces derniers eux-mêmes, ainsi qu'à leurs compatriotes, mais encore à la majorité des Anglais, lesquels, ayant toujours aimé le Turc, se réjouissent aujourd'hui de ce que celui-ci est décidé à reprendre son véritable rôle dans le monde. Les ministres du Roi, eux aussi, ont parlé sans ambages du "soulagement" et de la "satisfaction" qu'ils ont éprouvés en constatant les si cordiales et sympathiques relations qui règnent entre eux et le gouvernement du Sultan. Les hommes d'Etat, les chefs des deux partis politiques, ont rivalisé de zèle à faire les honneurs vis-à-vis de la délégalion. Il n'est pas jusqu'au "premier venu rencontré dans la rue" qui n'ait donné force preuves de son approbation de ces politesses officielles. En effet, ne s'agit-il pas de son ancien allié ?

Les amis et admirateurs de la Turquie, lesquels, même dans ses jours les plus sombres, prédisaient hardiment qu'à la longue elle triompherait du sort, se trouvent aujourd'hui pleinement justifiés ; et, si tant est qu'ils se demandent où sont maintenant les détracteurs et les pessimistes qui, il n'y a pas un an, se refusaient encore à entrevoir la moindre perspective de réforme, mais prévoyaient au contraire le prochain trépas de l'"Homme malade," ceux-là aussi sont trop contents de la situation actuelle pour s'occuper outre mesure de ces prophètes de malheur.

A l'heure présente le pessimisme n'est plus ni ne doit plus être de mise à propos de la Turquie ; nous sommes tous pleins d'espoir et de foi en l'avenir de ce pays rajeuni. Certes, il a devant lui bien des difficultés, maint problème grave à résoudre ; mais, comme l'a dit sir Edward Grey dans le beau discours qu'il a prononcé en portant un toast au Sultan lors du déjeuner offert aux délégués par notre Gouvernement, "il ne s'agit pas d'appuyer sur les difficultés de la Turquie : le mot d'ordre, c'est l'espoir et la confiance."

Quant à MM. les délégués, ils ont pu apprécier la véritable portée de l'accueil qui leur a été fait de toutes parts, aussi n'ont-ils pas manqué d'en reconnaître la sincérité et la cordialité. Et c'est évidemment avec de pareils sentiments qu'ils ont exprimé le grand plaisir éprouvé par eux tous à leur réception par le Roi et la Reine, réception que la Turquie toute entière, sans distinction de classes, considère comme un insigne honneur qui lui fut conféré en la personne de ses représentants. En des termes émus les délégués ont reconnu la sympathie et l'appui accordés par la Grande-Bretagne à la Turquie à l'heure du danger. A maintes reprises ils ont exprimé leur ardent désir que les liens d'amitié unissant les deux pays puissent se resserrer chaque jour davantage.

Evidemment, la valeur d'un tel langage dépend du caractère et de la situation de ceux qui s'en servent. Dans la bouche de certains il n'aurait pas plus d'importance que ne possèdent les déclamations d'un orateur qui désire seulement impressionner son auditoire et en obtenir l'approbation. Mais prononcé par des hommes qui ont joué un rôle considérable dans l'évolution de la Turquie Nouvelle, des hommes ayant donné des preuves manifestes de leur intégrité, leur sincérité, des hommes jouissant d'une grande influence auprès de leurs compatriotes et qui ont été choisis spécialement pour nous présenter les vues du peuple turc, chez ceux-là ce langage a une portée immense. Et c'est avec cette conviction que nous acceptons, avec empressement, les déclarations de MM. les délégués.

Mais tout en tenant compte des choses agréables que nos visiteurs ont bien voulu dire de nous et à nous, nous devons également tenir compte de celles de leurs observations qui peuvent ne pas être trop flatteuses, mais qui tendraient vraisemblablement à nous mettre sur nos gardes contre certaines erreurs auxquelles nos relations futures avec leur pays pourraient nous exposer. Ils nous ont donné au moins une indication de la sorte, dont il importe de profiter. Tandis que plusieurs délégués

ont parlé de la sympathie manifestée par les Turcs envers l'Angleterre depuis l'époque de la guerre de Crimée, ils se sont étonnés de la cordialité témoignée envers eux non seulement dans les milieux officiels mais aussi par "les spectateurs dans la rue." Cet étonnement ne laissait sans doute pas de leur être agréable, mais le fait qu'il ait existé nous donne à réfléchir. En effet, de deux choses l'une : ou bien l'opinion publique en Turquie—et l'opinion la plus éclairée s'entend—a été mal renseignée au sujet des sentiments des Anglais à l'égard des Turcs, ou bien la sympathie du peuple anglais doit être de naissance récente.

Or on peut affirmer que la sympathie de l'Angleterre pour la Turquie n'est nullement un sentiment de création récente. Si le Turc n'avait pas oublié son ancien allié, celui-ci n'avait pas oublié le Turc non plus. Effectivement, l'Anglais en général a un sincère respect pour le Turc en général, qu'il comprend mieux peut-être que ne le font la plupart des Européens. Evidemment l'Anglais ne pouvait pas plus approuver l'ancien régime turc que ne l'approuvaient les Jeunes Turcs eux-mêmes ; mais il n'était pas assez naïf ou assez injuste pour condamner un peuple tout entier pour les méfaits d'une poignée de fonctionnaires corrompus, aussi se tenait-il toujours prêt à raviver l'ancienne amitié anglo-turque aussitôt que l'occasion s'en présenterait. Il lui a fallu attendre très longtemps, mais enfin l'heure a sonné, voici un an, et l'Angleterre toute entière a salué l'inauguration d'une ère nouvelle dans l'empire ottoman.

Malheureusement, ainsi qu'en font foi certaines observations des députés nos visiteurs, les sentiments des Anglais pendant la période qui précédait les réformes n'étaient pas bien compris en Turquie. Et si nous n'étions pas entièrement responsables de cet état d'incertitude, toujours est-il que nous n'étions pas absolument innocents non plus. Car si l'opinion turque était égarée—et elle l'était en effet—nous n'avons pas, nous, en tant que peuple, fait suffisamment attention, nous n'avons pas fait notre possible pour empêcher que nos vues et nos sentiments ne fussent dénaturés, soit intentionnellement par des agents de puissances étrangères, soit, sans le vouloir, par une poignée d'énergumènes et poseurs qui débâteraient en Angleterre même. Notre système de passer sous silence les agissements de tels brouilleurs des cartes a pu être très digne, très respectable, mais en ce qui concerne nos propres agitateurs il a pu être assez peu sage. Car grâce à la violence de leur déclamation hystérique, ils sont arrivés à se faire écouter ; des rapports de leurs dires ont pénétré en Turquie, et comme il ne s'y trouvait personne capable ou soucieux de les démentir, les Turcs ont pu croire à la longue qu'il comptait plus d'ennemis qui d'amis en Angleterre.

Aujourd'hui, heureusement, leur religion est complètement éclairée à ce sujet. Si l'un quelconque de nos visiteurs avait voulu voir un spécimen du *genus* Turcophobe en Angleterre, il aurait eu toutes les peines possibles pour y en dénicher un à l'heure qu'il est. Convaincus, bien malgré eux, que le Turc était capable de régulariser sa situation sans le secours de l'Europe, la plupart de nos fanatiques dont il est parlé plus haut se sont retirés depuis un an dans cette obscurité d'où ils étaient primitivement sortis. Pour les Anglais sensés, au contraire—et ce sont après tout la grande majorité—cette visite de la délégalion turque a été une occasion de faire connaître leurs véritables sentiments, occasion dont ils ont su profiter.

Si la visite n'avait eu que cela pour résultat, elle aurait été un gros succès. Mais elle va avoir des suites autrement importantes. Il est naturellement trop tôt de s'étendre sur les avantages commerciaux sur lesquels les deux pays pourront compter, mais tout porte à croire que ces avantages seront considérables. De même, il serait difficile d'avantager la portée de cette visite du point de vue politique. En effet, l'expérience a démontré que plus les Turcs et les Anglais cherchent à se connaître, plus ils s'estiment réciproquement. Et les entretiens de nos visiteurs avec un si grand nombre de nos hommes dirigeants ont dû établir des relations amicales dont on peut augurer les plus heureux résultats pour les deux pays.

Bref, les députés et ceux qui ont eu l'honneur de leur souhaiter la bienvenue en Angleterre, en leur exprimant les sentiments amicaux qui unissent notre pays à la Turquie, ont collaboré à une œuvre vraiment admirable.

## THE NEAR EAST And Anglo-Egyptian Mail

Is the only journal published in London for the defence of the interests of the Countries of the Near East. The Annual Subscription is TEN SHILLINGS per annum, post free to any part of the world.

its enthusiasms have captured him more largely than any other class. For though fear is a main ingredient in his politics, it is crossed and blended with other feelings of more positive and stimulative content. Imperialism of the shallow, garish order feeds certain elements of combativeness and vague grandiose patriotism that flourish best in persons of sheltered life and sedentary occupation.

Infected by such notions, the politics and economics of the middle-aged clerk become irrational to a quite unusual degree. Floated upon fear and suspicion, the shallowest reasoning convinces best. There is no difficulty in persuading him that he, and not his landlord, bears all the burden of the rates, and that nations like Germany and America, which are to him geographical expressions, are battering in prosperity upon the carcasses of dying British industries. Such appears to be the essential conservatism of the clerk. Is it incurable and unchangeable? We certainly see considerable signs of change, especially in London. For in these Liberal and Labor victories at the polls, the clerk, as well as the artisan and laborer, must have taken part. Perhaps the better opportunities both for technical and higher education, now more widely accessible, are beginning to give clerks a keener perception of their true interests and of the political forces which may help to improve their status, by leading them into closer and more sympathetic co-operation with the great reforming movement of the working-classes.

#### THE FAILURE OF THE YOUNG TURKS.

WHEN the Young Turks made their revolution, the prophets who attempted to cast their horoscope might have been divided into two classes. There were those who said, with a most unkindly shaking of the head, "It is a gallant but impossible task. The brave effort has come too late. These men are intellectuals and theorists. Their own broad religious views, their fraternisation with Christians and Jews, their doctrinaire habit of thought, will damn them before long in the eyes of the great Moslem mass. It will endure them until it has understood the real meaning of the change, and then it will overthrow them, and revert to chaos and reaction." The rival view was that which we, on the whole, took ourselves in the early months of the new régime. We foresaw the grave material difficulties which it would encounter in handling financial and economic questions. It was obvious that it would have to struggle against the inert, barbaric conservatism of the Turkish masses. But we believed that it had behind it two forces which, united, must be irresistible—the organised power of Liberal civilian intelligence, and the disciplined power of an army which is the only relatively efficient institution in the Empire. Both forecasts seem, when we look back upon them from the vantage ground of the experience of recent months, to be a curiously naïve misreading of the situation. The danger which faces the Young Turks comes now from any quarter save that which all of us dreaded. If their régime goes to pieces, it will not be the old-world unreasoning fanaticism

of the Old Turk and the orthodox Mohammedan which will destroy it. It has largely cleared itself from any local prejudice based on the assumption that it represents a Liberal movement. It has, in consequence, lost heavily in prestige in the West, but what it has lost abroad it has gained at home. Whether, on the balance, this complete transformation in its prospects will make for its stability, we should hesitate to say with certainty. It will have grave trouble with some or all of the non-Turkish races. It may involve itself in a Balkan war. It will probably have to face a near approach to bankruptcy. But, in the absence of any united and concerted action by the European Powers, it may survive the trials which will come from these adverse conditions. It has managed to assure to itself the confidence of the ruling race, and that, in Turkey, is the first essential for the survival of any Government. The dominant mood among the Moslem population is unquestionably one of assertiveness and Chauvinism. It thinks mainly of strengthening its army and its navy. It is proud of the smart, well-clad soldiers whom it sees, for the first time, in clean uniforms with boots on their feet. It is proud to own ships which can sail. It gathers in great mass-meetings to subscribe for the purchase of yet more ships, and pour jewels and trinkets into the patriotic fund. It looks eagerly forward to the prospect of chastising Greece or Bulgaria—whichever it may be more convenient to tackle first. It is, apparently, quite unconcerned by the loss of English and French sympathy. It believes that Turkey is strong enough to stand by herself, and, for the rest, it counts on the Triple Alliance. The ideal of fraternisation has been more or less discarded. Even in Salonica, the home of the Committee, and the centre of Masonic influence, it is now possible for Nazim Bey, a doctor, a man of education, a Positivist by conviction, and one of the leaders and heroes of the revolution, whom London feted in company with Ahmet Riza, to appear in public and declare, amid applause, that it is absurd to talk of equality between Moslems and Christians.

We must beware, in the face of such a disappointment as this, of any angry or exaggerated pessimism. It is well to face the fact that it is an ideal of energy, efficiency, and domination which has triumphed, and not an ideal of Liberalism. But something has been gained in the process. The Ottoman Chamber is, at all events, a free platform for debate. The discussions of this week go to show that there is a considerable minority, mainly Christian, but partly Turkish, which dares to arraign the Government of the day for its offences against liberty, its ill-usage of subject-races, and the errors of its foreign policy. So long as any tradition of free speech remains in the Chamber, there is, at least, a nucleus of opposition from which a better régime may, in time, be evolved. At present we doubt whether these forces deserve to be considered in any serious reckoning of possibilities. The Ministry of Hakki Pasha is neither popular nor strong, and at any moment it may fall or suffer reconstruction. But, while the minority dislikes it for its Chauvinism, the compact Turkish majority, under the guidance of the Committee, distrusts it because it is not Chauvinistic enough. We